



## Le MOT DE L'ÉDITEUR #8

### Description

Toute information doit-elle être diffusée ? C'est loin d'être un débat théorique. Le 4 mai, le *New York Times* rapportait, en citant de « hauts dirigeants américains », que les États-Unis avaient fourni aux Ukrainiens des informations ayant permis de tuer une douzaine de généraux russes sur les théâtres d'opération depuis le début de la guerre. Si un porte-parole du département de la Défense a confirmé une telle action pour « aider les Ukrainiens à se défendre », tout en refusant de fournir des détails, une responsable du conseil de sécurité nationale a publié par la suite un communiqué démentant que des renseignements soient donnés dans le but de tuer des généraux russes. Est-ce avec l'aide des services américains que les Ukrainiens avaient réussi à couler le Moskva, navire amiral de la flotte russe de la mer Noire, le 14 avril précédent ? On ne peut pas l'exclure.

Ces informations sont-elles indispensables pour les citoyens ? La question est d'autant plus pertinente que Moscou a agité, en des termes assez clairs, la menace d'une guerre atomique. Le 4 mai, l'armée russe a simulé des « lancements électroniques » de systèmes de missiles balistiques Iskander à capacité nucléaire dans l'enclave russe de Kaliningrad.

Les tenants de la diffusion de toute information, même sensible, estiment que la transparence se justifie dans tout domaine afin que l'opinion soit pleinement éclairée et puisse demander des comptes à l'exécutif. C'est l'interprétation qui est donnée du premier amendement de la Constitution américaine : « Le Congrès ne fera aucune loi qui touche l'établissement ou interdise le libre exercice d'une religion, ni qui restreigne la liberté de parole ou de la presse, ou le droit qu'a le peuple de s'assembler paisiblement et d'adresser des pétitions au gouvernement pour le redressement de ses griefs. »

Dans le cas présent, certains peuvent estimer qu'en rapportant que les Américains ont permis de localiser les hauts gradés russes, la presse a accru l'instabilité. D'autres peuvent rétorquer qu'avec ou sans la presse, Moscou se doute bien que Washington fournit aux Ukrainiens armes et renseignements – grâce notamment à sa multitude de satellites.

La question doit porter non pas sur le rôle de la presse, plus indispensable que jamais alors qu'un nombre croissant de gouvernements cherche à limiter son indépendance, mais plutôt sur la

responsabilité de ceux qui, au cœur du pouvoir, fournissent des informations confidentielles. Action d'un lanceur d'alerte ? Stratégie de communication orchestrée ?

Est-ce à dire que la presse doit publier toutes les informations dont elle dispose ? Dans les conflits armés et les affaires de terrorisme, il est nécessaire de s'interroger sur les conséquences de telle ou telle publication. Le sujet vaut surtout pour les chaînes d'information en continu et les réseaux sociaux, que tout le monde peut suivre en direct. De ce point de vue, le discours d'Elon Musk sur la nécessaire protection de la liberté d'expression pour justifier sa tentative de rachat de Twitter mérite un vrai débat, au-delà des anathèmes. « Je suis contre la censure qui va au-delà de la loi », a dit le fantasque entrepreneur. Rappel utile car, en démocratie, c'est bien le pouvoir politique qui vote les lois. Les citoyens doivent, eux, utiliser leur bulletin de vote pour éliminer ceux qui ont tendance à restreindre, sous divers prétextes, les libertés fondamentales.

### **Categorie**

1. Éditos

### **Tags**

1. BM08

### **date créée**

juin 2022

### **Auteur**

williamcmg